



*Royaume du Maroc*  
*Secrétariat Général du Gouvernement*  
*(Direction de l'Imprimerie Officielle)*

# ECHANGE ELECTRONIQUE DE DONNEES JURIDIQUES

**Edition 2010**

**SERIE**

**« DOCUMENTATION JURIDIQUE MAROCAINE »**

# SOMMAIRE

---

<b>Dahir n° 1-07-129 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant promulgation de la loi n° 53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques.</b>	Articles
<b>Chapitre préliminaire.....</b>	<b>1</b>
<b>Code des obligations et des contrats</b>	
<b>TITRE PREMIER. – De la validité des actes établis sous forme électronique ou transmis par voie électronique..</b>	<b>2 à 5</b>
<b>«Chapitre premier bis. – Du contrat conclu sous forme électronique ou transmis par voie électronique.....</b>	<b>65-1 et 65-2 »</b>
<b>« Section I. – Dispositions générales.....</b>	<b>65-1 et 65-2 »</b>
<b>« Section II. – De l'offre.....</b>	<b>65-3 et 65-4 »</b>
<b>« Section III. – De la conclusion d'un contrat sous forme électronique.....</b>	<b>65-5 »</b>
<b>« Section IV. – Dispositions diverses.....</b>	<b>65-6 et 65-7 »</b>
<b>« Section II. – De la preuve littérale.....</b>	<b>417-1 à 417-3 »</b>
<b>TITRE II. – Du régime juridique applicable à la signature électronique sécurisée, à la cryptographie et à la certification électronique..</b>	<b>6 à 14</b>
<b>Chapitre premier. – De la signature électronique sécurisée et de la cryptographie.....</b>	<b>6 à 14</b>
<b>Section 1. – De la signature électronique sécurisée.....</b>	<b>6 à 11</b>
<b>Section 2. – De la cryptographie.....</b>	<b>12 à 14</b>
<b>Chapitre II. – De la certification de la signature électronique.</b>	<b>15 à 28</b>
<b>Section 1. – De l'Autorité nationale d'agrément et de surveillance de la certification électronique..</b>	<b>15 à 19</b>
<b>Section 2. – Des prestataires de services de certification électronique.....</b>	<b>20 à 24</b>
<b>Section 3. – De l'obligation du titulaire de certificat électronique.....</b>	<b>25 à 28</b>
<b>Chapitre III. – Des sanctions, des mesures préventives et de la constatation des infractions.....</b>	<b>29 à 41</b>
<b>Chapitre VI. – Dispositions finales.....</b>	<b>42 et 43</b>

	<b>Pages</b>
Décret n° 2-08-518 du 25 jourmada I 1430 (21 mai 2009) pris pour l'application des articles 13, 14, 15, 21 et 23 de la loi n° 53-05 relative à l'échange électronique des données juridiques.....	22
Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 151-10 du 5 rabii II 1431 (22 mars 2010) fixant la forme de la déclaration préalable d'importation, d'exportation, de fourniture, d'exploitation ou d'utilisation de moyens ou de prestations de cryptographie et le contenu du dossier l'accompagnant.....	36
Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 152-10 du 5 rabii II 1431 (22 mars 2010) fixant la forme de la demande d'autorisation préalable d'importation, d'exportation, de fourniture, d'exploitation ou d'utilisation de moyens ou de prestations de cryptographie et le contenu du dossier l'accompagnant.....	42
Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 153-10 du 5 rabii II 1431 (22 mars 2010) relatif à l'agrément des personnes ne disposant pas de l'agrément de prestataires de services de certification électronique et qui entendent fournir des prestations de cryptographie soumises à autorisation.....	49
Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 154-10 du 5 rabii II 1431 (22 mars 2010) fixant la forme de la demande d'agrément de prestataire de services de certification électronique et portant approbation du modèle de cahier des charges l'accompagnant.....	59